

La FNSEA et la CR réagissent par rapport au plan d'action gouvernemental

© 27/04/2018 | 🧑‍🌾 CLG • 📰 Terre-net Média

Le 25 avril à Paris, les ministres Nicolas Hulot, Agnès Buzyn, Stéphane Travert et Frédérique Vidal présentaient un plan d'actions pour réduire l'usage des produits phytopharmaceutiques en agriculture. La Coordination Rurale et la FNSEA ont tout de suite réagi, dénonçant une augmentation des contraintes pour les agriculteurs, dans un contexte déjà difficile.

Bien que les mesures du **plan phytosanitaire** ne soient pas encore définies, face à l'annonce des ministres, la **FNSEA** et la **CR** prévoient déjà une **augmentation des contraintes pour les agriculteurs**. 90 % des agriculteurs conventionnels français étant d'ores et déjà affectés par la situation économique, la mise en œuvre de ce plan aurait pour conséquence une nouvelle baisse de leur revenu. En effet, une augmentation de la redevance pour pollution diffuse est envisagée, ainsi qu'une diminution du choix des matières actives. En parallèle, l'importation de produits étrangers ne répondant pas aux normes françaises entraînerait une augmentation de la concurrence déloyale. Face à toutes ces retombées, la FNSEA exige donc une étude d'impacts économiques de toutes ces décisions le plus rapidement possible.

Une proposition de ce plan d'action est la **création de taxes sur les fermes conventionnelles**, afin de **favoriser les conversions en bio**. La CR considère que cela est « **une preuve de la méconnaissance des charges d'investissement nécessaires à une conversion** », tandis que la FNSEA craint « la disparition de nombreuses exploitations ». En effet, cette taxe ne tiendrait pas compte de la réalité, beaucoup d'agriculteurs n'ayant plus la capacité financière d'envisager une conversion et ne disposant pas de vraies aides financières pour le faire. La CR demande donc que les conversions soient solides et durables, grâce à une planification et une sécurité financière.

Par ailleurs, la **mise en place de solutions de substitution** telles que le **biocontrôle** doit être favorisée mais ne peut pas remplacer intégralement les produits phytopharmaceutiques. « Les biocontrôles ne sont pour l'instant que des propositions complémentaires, et non des solutions de substitution et actuellement les propositions offertes par ces produits sont encore plus chères, moins efficaces et malheureusement inexistantes en herbicide », rappelle Bernard Lannes, président de la CR. « **Nous sommes tous « en marche » pour la transition agricole** et écologique et les agriculteurs sont dans l'action quand d'autres sont dans l'injonction », affirme la FNSEA.

La FNSEA attend donc de la part du gouvernement « la construction d'un dialogue construit, basé sur la concertation afin de tirer des constats partagés et des objectifs pragmatiques pour faire progresser la ferme France ». La CR, quant à elle, juge inconcevable le rajout de taxes et de contraintes alors que les agriculteurs ne bénéficient pas d'une rémunération juste.

À lire aussi : [Produits phytosanitaires - Le plan gouvernemental pour réduire la « dépendance aux phytos »](#)